ASSEMBLÉE NATIONALE

7 juillet 2014

DÉLIMITATION DES RÉGIONS ET MODIFICATION DU CALENDRIER ÉLECTORAL - (N° 2100)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CL48

présenté par
M. Molac, M. de Rugy et M. Coronado

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 4, insérer l'article suivant:

Afin de prendre en compte le nouveau découpage des régions, prévu par l'article premier de la présente loi, les découpages administratifs fondés sur les régions actuelles sont revus par décret avant le 1^{er} janvier 2016.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à prévoir que l'ensemble des découpages régionaux prévus actuellement par nos textes réglementaires soient revus avant le 1^{er} janvier 2016. La fusion de certaines régions rend indispensable cette révision des cartes régionales, qui ne relèvent pas de la loi.

C'est notamment le cas pour les sièges et les ressorts des chambres régionales des comptes, des conseillers économiques, sociaux et environnementaux régionaux, des régions de gendarmerie et des groupements de gendarmerie départementale, des conseils régionaux de l'ordre des médecins, des caisses d'assurance retraite et de la santé au travail, des tribunaux interrégionaux de la tarification sanitaire et sociale, des conseils de rivage, des commissions interrégionales de la recherche archéologique, des centres régionaux de la propriété forestière.

Afin de permettre une anticipation avant les élections régionales, il semble nécessaire de fixer la date du 1^{er} janvier 2016 pour procéder à ces redécoupages.